



La France de la dernière chance

par **Marc Touati**

Président de l'ACDE,

Maître de conférences à Sciences Po Paris

En France, l'économie fait peur. Or, qui dit «peur», dit méconnaissance, désintérêt et passivité face aux analyses des «experts», souvent volontairement incompréhensibles, mais aussi face aux décisions économiques prises par des dirigeants politiques souvent peu compétents en la matière.

Un exemple de cette triste réalité nous a d'ailleurs été donné par la pauvreté des programmes économiques annoncés par les candidats «sérieux» à la présidentielle. Ainsi, dans la France actuelle de croissance molle et d'emploi moribond, les dépenses publiques représentent 54 % du PIB, l'un des niveaux les plus élevés du monde mais aussi, au regard de nos piètres performances économiques, l'un des plus inefficaces. Pourtant, qu'ont proposé les deux candidats du second tour ? Tout simplement, d'augmenter encore les dépenses publiques ! Jusqu'à quand allons nous continuer de subir cette démagogie et ce gaspillage ?

N'oublions pas qu'en 1980, la dette publique ne représentait que 20 % du PIB, contre plus de 65 % aujourd'hui et plus de 110 % en intégrant le paiement des retraites des fonctionnaires. En d'autres termes, les politiques aventuristes et les gaspillages qui étaient encore supportables dans les années 80, ne le sont plus aujourd'hui.

Et ce d'autant plus qu'à partir de 2012, il n'y aura plus assez d'actifs pour payer les retraités et que l'Etat devra encore mettre la main à la poche pour compenser les déficits des comptes des retraites. Dès lors, la dette publique flambera de nouveau, la notation de la France sera dégradée et les taux d'intérêt augmenteront, déprimant encore une croissance déjà structurellement faible.



Dans ce cadre, il est clair que le prochain quinquennat sera économiquement et socialement déterminant. Si, comme cela est malheureusement très probable, la dépense publique est encore augmentée sans souci d'efficacité, alors la France s'engagera dans une ère d'appauvrissement, qui débouchera de toute façon sur des réformes draconiennes et par là même, douloureuses. Nous préférons évidemment une deuxième option qui consisterait à faire prendre conscience à l'ensemble des citoyens, en

toute objectivité et avec pédagogie, de la gravité de la situation, de manière à engager des réformes en douceur sur le fonctionnement de la société française (notamment en terme de fiscalité, d'efficacité des dépenses publiques, de fluidité du marché du travail et de condition de financement de l'économie). C'est là l'un des principaux objectifs que se fixe l'ACDE : l'Association pour la Connaissance et le Dynamisme Economiques.

Plus précisément, l'ACDE a pour but de démocratiser l'économie, la finance et les marchés. Dans ce cadre, elle vise à faire comprendre par le plus grand nombre de citoyens les mécanismes économiques et financiers. Et ce, de manière à rendre l'économie française et européenne plus dynamique.

A court terme et comme elle l'a fait pendant la campagne des présidentielles notamment au travers de sa charte pour une économie responsable et rationnelle, elle se propose de mettre l'économie au cœur du débat politique. Son principal moyen d'action est son site internet www.acde.biz qui a notamment pour but de diffuser ses productions écrites et audio-visuelles, mais aussi d'organiser un forum permanent sur les interrogations des Français face aux enjeux économiques et financiers hexagonaux et internationaux.

Espérons donc que, pour une fois, l'économie tiendra la place indispensable qu'elle mérite dans le débat national. Sinon la France de 2007-2012 restera celle de l'irresponsabilité économique et du gaspillage des forces financières du pays. Réveillons-nous ! ■